



GlobePIX

L'ÉDITORIALISTE

MICHEL GODET

PROFESSEUR AU CNAM, MEMBRE DU CONSEIL D'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Seule la compétitivité crée du pouvoir d'achat

Pour obtenir davantage de richesse au quotidien, les Français ne peuvent compter que sur eux-mêmes, en travaillant plus, et dans un contexte de modération salariale.

Le pouvoir d'achat fait partie des sujets dont on parle beaucoup trop aux Français sans leur dire la vérité : le niveau de vie par habitant a doublé depuis 1975 et nous vivons depuis trop longtemps au-dessus de nos moyens. Depuis 2000, l'augmentation annuelle du revenu des ménages – 2,4% en France, contre 1,5% dans la zone euro – a été plus rapide que celle du PIB (1,7% par an en moyenne) et de l'excédent brut d'exploitation des sociétés (1% par an, contre 2% dans la zone euro).

Les caisses de l'Etat sont vides, et, pour distribuer plus de beurre, il faudrait d'abord produire plus de lait. Si l'on distribuait du pouvoir d'achat à crédit sur les générations futures, cela ne ferait que creuser notre déficit extérieur, car cela profiterait d'abord à la grande distribution qui importe d'Asie à tout-va. C'est en restaurant notre compétitivité (le coût du travail en Allemagne est à présent inférieur de 10% au nôtre; c'était l'inverse il y a dix ans) que l'on pourra distribuer du pouvoir d'achat.

En attendant, le renchérissement des matières premières énergétiques et alimentaires frappe de plein fouet les ménages les plus modestes. C'est la raison pour laquelle j'ai suggéré au gouvernement, en vain jusqu'à présent, de revaloriser les allocations des familles nombreuses (monoparentales et en couple), qui ont en commun d'avoir 30 à 40% de moins pour vivre que les couples actifs sans enfants. Elles sont souvent d'origines modeste et immigrée. On ferait ainsi d'une pierre plusieurs coups.

Il faudrait dire aussi la vérité aux Français sur le partage de la richesse créée :

la part des salaires dans la valeur ajoutée n'a pas baissé ces dernières années : elle se situait à 65,8% en 2006, contre 64,8% en 2001. Ces chiffres sont bien inférieurs au sommet de 74,2% atteint en 1982. En effet, la part des salaires dans la valeur ajoutée s'est dégradée constamment depuis 1983 et le plan Delors de désindexation des salaires sur les prix. Elle a commencé à remonter au milieu des années 1990 pour presque gagner 2 points depuis.

La vérité, enfin, c'est de dire que la part des salaires dans la valeur ajoutée est bien plus élevée en France qu'ailleurs. En effet, si l'on considère l'excédent brut d'exploitation des sociétés, l'EBE, soit l'essentiel de ce qui reste de la va-

leur ajoutée une fois les salaires et charges payés, et qui permet d'investir par autofinancement et de rémunérer les actionnaires, il compte pour moins de 31% de la valeur ajoutée en 2006 et a plutôt reculé chez nous contrairement au reste de l'Europe. Nos entreprises sont loin des performances européennes où l'EBE

est plus proche de 40%! Le Français travaille en moyenne trois semaines de moins par an que ses voisins européens. La hausse du pouvoir d'achat ne passe donc pas par la revalorisation du salaire horaire moyen, mais par la modération salariale pour retrouver la compétitivité et travailler plus pour augmenter la richesse créée. ■